

27 novembre 2023

Pourquoi Yahya Sinwar, l'inflexible chef du Hamas, est le maître du jeu à Gaza

Après avoir lancé l'assaut sanglant contre Israël le 7 octobre, le chef du Hamas dans l'enclave palestinienne tourne à son avantage la trêve négociée pour la libération des otages. Rompu à la psyché israélienne, il avait été lui-même échangé en 2011.

Par Jean-Philippe Rémy, envoyé spécial et Héléne Sallon, correspondante à Beyrouth

En maître des horloges, Yahya Sinwar a négocié chaque point de l'accord de la trêve, de la libération des otages israéliens à celle des prisonniers palestiniens, cherchant à pousser son avantage. Depuis l'entrée en vigueur de cette « pause », vendredi 24 novembre, le chef du Hamas dans la bande de Gaza en dicte le tempo, prêt à retenir la bride s'il juge qu'Israël bafoue les termes négociés. L'inflexible chef palestinien de 61 ans a fait mentir tous ceux qui, en Israël, le présentaient déjà en homme mort. Après avoir signé l'attaque la plus brutale jamais menée contre Israël le 7 octobre, Yahya Sinwar est non seulement toujours en vie cinquante jours après le début de la guerre, mais il engrange une nouvelle victoire politique.

« Quelqu'un comme Sinwar décrypte très bien les Israéliens. Les dirigeants du Hamas ont en substance parfaitement compris les divisions du pays, donc sa faiblesse, mais aussi le fait que, pour combattre une armée nettement plus forte en moyens et en hommes, il faut recourir à des armes différentes, d'où les otages », analyse Matti Steinberg. Cet ancien conseiller de plusieurs chefs du Shin Beth, les services israéliens de renseignement intérieur, considère très important le « jeu » sur les otages : « Sinwar consacre le Hamas comme celui qui libère les prisonniers palestiniens. Ils l'ont promis, ils le font. Ils ont imposé l'idée que le 7 octobre était une victoire de leur mouvement. Et chaque libération d'otages est un rappel de cette victoire aux yeux de l'opinion palestinienne. »

Emprisonné vingt-deux ans en Israël, puis libéré par Benyamin Nétanyahou, alors déjà premier ministre, à la faveur de « l'accord Shalit », du nom du soldat franco-israélien capturé par le Hamas en 2006 et échangé contre 1 027 prisonniers palestiniens cinq ans plus tard, Yahya Sinwar comprend mieux que quiconque la portée symbolique et stratégique d'un tel accord. Il est la preuve que cette forme de marchandage peut fonctionner. En usant à nouveau de cette arme, le 7 octobre, il a planifié avec le chef de la branche armée du Hamas, Mohammed Deif, une opération à grande échelle dans l'optique de libérer les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes. L'accord d'aujourd'hui limite toutefois le nombre de prisonniers libérables à trois pour un captif israélien.

Le « boucher de Khan Younès »

A la brutalité de l'attaque, qui s'est soldée par la capture de 240 otages et la mort de 1 200 Israéliens, s'est ajoutée, pour Benyamin Nétanyahou, l'humiliation d'avoir été berné par l'homme qu'il pensait avoir bridé depuis son accession au pouvoir, en 2017. Il aurait voulu le faire plier par la force. Mais la résilience du mouvement face à la violence des bombardements israéliens, qui ont fait plus de 14 800 morts depuis le début de la guerre, selon le Hamas, et la pression des familles des otages l'ont obligé à accepter la négociation.

La guerre des nerfs a tourné à l'avantage de Yahya Sinwar, rompu à la psyché israélienne. En prison, il a appris l'hébreu et beaucoup lu. Charismatique et autoritaire, il s'est imposé comme l'interlocuteur des autorités pénitentiaires pour les prisonniers du Hamas. Tous connaissaient déjà de réputation celui que l'on surnommait le « boucher de Khan Younès », pour son rôle actif dans l'élimination des « traîtres ». Né en 1962 dans ce camp de réfugiés du sud de l'enclave, il a rejoint le Hamas à sa fondation en 1987 par la branche palestinienne des Frères musulmans. Il a convaincu son fondateur, Ahmed Yassine, dont il était proche, de fonder un appareil sécuritaire, Al-Majd, pour traquer les espions à la solde d'Israël.

L'État hébreu l'a arrêté en 1989 et condamné à quatre peines de prison à perpétuité pour l'enlèvement et le meurtre de deux soldats israéliens, ainsi que de quatre collaborateurs palestiniens présumés. En lien avec la direction du mouvement à l'extérieur, il a participé aux négociations sur sa propre libération le

18 octobre 2011. Un ancien officier traitant, du temps de sa détention, avait tenté de s'y opposer et faute d'y parvenir avait, au moins, exigé qu'il signe une lettre indiquant qu'il s'engageait à renoncer à toute activité « terroriste » dans le futur. A sa grande surprise, Yahya Sinwar a refusé de signer ce document, pourtant de peu de valeur, se disant prêt à rester en prison si tel était le prix à payer.

De retour dans la bande de Gaza, passée sous la coupe du Hamas en 2007, Yahya Sinwar s'est imposé au sein de la direction politique, coordonnant avec les Brigades Ezzedine Al-Qassam le renforcement des capacités militaires. Considéré comme un « dur » au sein du mouvement, il a été nommé chef du bureau politique du Hamas à Gaza en 2017, à la place d'Ismaïl Haniyeh, qui a pris la direction du bureau politique en exil au Qatar. Physique sec et nerveux, cheveux et barbe blanchis par les années, il s'est posé en pragmatique, quoique intransigeant sur la ligne idéologique. Craint, il a étouffé toute dissidence à Gaza, en premier lieu celle du Fatah du président Mahmoud Abbas.

Violence graduée

Mais le blocus imposé en 2007 par Israël et l'Égypte qui asphyxie l'enclave attise la colère des Gazaouis contre le Hamas. Pour desserrer l'étau, Yahya Sinwar s'est rapproché du Caire et a maintenu la négociation avec Israël sur la levée des restrictions.

Il échoue néanmoins à sceller la réconciliation palestinienne avec le Fatah. De quoi satisfaire Benyamin Nétanyahou, partisan du « diviser pour mieux régner » entre l'Autorité palestinienne et le Hamas. Convaincu d'avoir restauré la dissuasion lors de la guerre de 2014, M. Nétanyahou a permis au Hamas de se renforcer et lui a laissé la responsabilité des 2,3 millions de Gazaouis, afin d'affaiblir le président Abbas, selon l'historien Tareq Baconi, auteur de *Hamas Contained. The Rise and Pacification of Palestinian Resistance* (Stanford University Press, 2018).

À intervalles réguliers, des cycles de violence entre le Hamas et Israël viennent perturber le statu quo. Yahya Sinwar semble alors donner le change et se concentrer sur l'administration de Gaza, quitte à entacher sa légitimité de révolutionnaire par cette forme de coopération avec Israël, qu'il reproche pourtant à l'Autorité palestinienne. Lui assure être resté attaché à la lutte armée et poursuivre un dialogue par la violence graduée. Celle-ci monte d'un cran en mai 2021, quand il s'érige en défenseur de la mosquée d'Al-Aqsa, à Jérusalem, attaquée par la police israélienne, au nom de tous les Palestiniens, avec le soutien de ses alliés, l'Iran et le Hezbollah libanais. Le Shin Beth exige l'élimination de ce chef, jugé dangereux. Les responsables israéliens, convaincus que le Hamas est faible et bridé, concentrent leur vigilance sur la Cisjordanie.

Le Hamas s'impose comme un interlocuteur

Yahya Sinwar n'a, depuis, cessé de mettre en garde Israël à chaque violation contre Al-Aqsa ou provocation des colons à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Il a précipité le Hamas dans la lutte armée, le 7 octobre, certain que le mythe d'invincibilité de l'État hébreu avait été fissuré par ses divisions internes. Erreur d'appréciation d'Israël ? Un ancien haut responsable des renseignements dit s'être heurté à la théorie de la « différenciation » de M. Nétanyahou : si les Palestiniens sont divisés, ils seront rendus inoffensifs et le Hamas pourra être manipulé, ou plus exactement acheté. L'organisation islamiste, elle, a laissé croire qu'elle était trop occupée à administrer la bande de Gaza, alors qu'elle préparait dans le plus grand secret, depuis plus de deux ans, selon Ali Barakeh, un membre de la direction en exil, une attaque à même de briser le statu quo.

Israël a juré d'éradiquer le Hamas dans la bande de Gaza. « *Nous allons trouver Sinwar et nous allons l'éliminer*, a promis le ministre de la défense, Yoav Gallant, le 4 novembre. *J'en appelle aux résidents de Gaza : plus vite vous le trouverez vous-mêmes, plus vite on en finira avec la guerre.* » Le leader palestinien s'est toujours défié de telles menaces. Aujourd'hui, il serait terré dans le tréfonds des tunnels creusés sous l'enclave. Sa mort ne scellera pas le sort politique du Hamas. Le mouvement palestinien a ses détracteurs, notamment dans la bande de Gaza qu'il a entraînée avec lui sous les bombes d'Israël, mais il a aussi gagné de nombreux soutiens, qui saluent le coup porté à l'ennemi, dans les territoires palestiniens et au-delà.

En scellant un accord avec l'État hébreu, le Hamas s'impose comme un interlocuteur avec lequel il faut négocier : aujourd'hui une trêve, demain peut-être le « jour d'après ». Des responsables du Fatah estiment qu'il faudra composer avec le mouvement, partie intégrante du tissu social et politique palestinien. Ces derniers rencontrent ses dirigeants en exil. La ligne reste toutefois encore dictée, de Gaza, par Yahya Sinwar. Dimanche soir, le Hamas a fait passer le message qu'il était prêt à étendre la trêve pour permettre la libération d'autres otages israéliens contre des prisonniers palestiniens.